

# LE VRAI VISAGE DES MÉTALLOS FTQ

Salaire en '72:  
62,392

Salaire en '72:  
69,937

Recording Secretary  
United Steelworkers of America  
Local 5115  
Kitimat, B.C.

C.A.S.A.W., Local 1  
P.O. Box 101  
Kitimat, B.C.  
October 21, 1972

Dear sir;

We would ask you in the name of all that is decent and in keeping with the principles of unionism; in lieu of the recent decision at the polling booth; in the name of co-operation and common desire to restore a complete purposeful rapport in the bargaining unit we feel we must ask the following:

- 1) The return or granting back to the members of Local 5115 now C.A.S.A.W., Local #1 all files and reports on grievances etc., the rightful property of the members.
- 2) The return of the \$9,000.00 printing press paid for by Local 5115 members dues plus the typewriters and all office equipment bought and paid for by the said membership.

We feel that this one act would at least show that your organization does believe in what it says namely "in that they are concerned with the best interests of the bargaining unit." It would at least end this campaign on a better note and bury the wrong doing of the past, in the past where it rightfully belongs.

We ask your immediate reply regarding this urgent matter in the name of decency and good principle.

Yours fraternally,

A.D. Serry,  
Recording Secretary

WALTER J. BURKE  
SECRETARY-TREASURER

I. W. ABEL  
PRESIDENT

JOSEPH P. MOLONY  
VICE PRESIDENT

United Steelworkers of America

AFL-CIO-CLC

1500 COMMONWEALTH BUILDING  
PITTSBURGH, PA. 15222

PHONE: 471-5254  
CABLE ADDRESS: USWA

April 12, 1967

593 Quebec Street  
Hamilton, Ontario, Canada

Re: Case #T-2044 - Appeal of F. Stewart Cooke, LU-2853 v.  
(21) Members of Local Union 1005, District #6

Dear Sir and Brother:

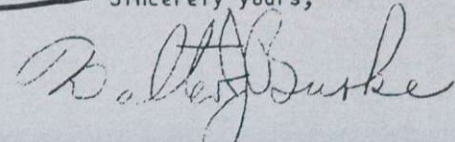
We are enclosing, herewith, copy of report of the International Commission in the above-captioned case.

Be advised also, that this case will be one of those heard by the International Executive Board at its meeting at 10:00 A. M., Wednesday, April 26, 1967 in the Monongahela Room of the Penn Sheraton Hotel, Pittsburgh, Pennsylvania. We are unable to tell you the exact time your Appeal will be heard but will endeavor to make it as convenient as possible for you.

You may present your Appeal in person or submit a statement in support thereof by mail.

The International Union cannot be responsible for any lost time or expenses incurred as result of your Appeal.

Sincerely yours,



Secretary-Treasurer

## Canadian Steel Foundries

# Les employés retournent au travail

par Madeleine BERTHAULT

Les employés de la Canadian Steel Foundries sont retournés au travail hier après-midi vers 15 h. à la suite d'une entente intervenue entre les deux parties.

Les syndiqués ont voté ma-

faire en dehors des heures régulières de travail.

La plupart des changements que la Canadian Steel doit apporter devront se réaliser dans un délai de 60 jours, au terme de l'entente.

Cependant, dans le cas du système de chauffage, déjà

application "de façon progressive" les recommandations du fameux rapport gouvernemental concernant la santé des travailleurs, mise en danger par la pollution qui règne à l'usine.

Autre point: la compagnie doit faire parvenir aux em-

devoir être rendue dans les 60 jours".

Les deux syndiqués en cause, soit Rémi Théberge et Jean-Claude Dubreuil, ont déclaré que la première victoire étant acquise sur les questions de santé et de sécurité il devenait risqué et

Autrement dit, "nous ne voulons pas poursuivre une bataille sur le dos des autres syndiqués, d'autant plus que le Syndicat des métallos a refusé d'apporter l'aide demandée par le local 6859, ce qui aurait permis de continuer décemment la lutte".

la guerre n'est pas encore gagnée.

Ils sont déterminés à poursuivre leur lutte pour préserver leur santé et leurs droits syndicaux. "Nous venons de nous réveiller, de constater notre force et nous n'avons pas l'intention de nous ren-

LA PRESSE, MONTREAL, MERCREDI 17 OCTOBRE 1973

Montréal, samedi 14 octobre 1972

## Le syndicat des métallos opte pour l'indépendance

de notre envoyé spécial, Pierre Richard

SHERBROOKE - Dans une proportion de près de 80%, les délégués au congrès québécois du syndicat des mé-

indépendants et trois disent avoir une autre opinion. Autant ceux qui se sont prononcés en faveur de l'indépendance que ceux

les compagnies de déménager au moment où bon leur semble.

"Autant au plan culturel qu'économi-

sommes exploités en tant que Canadiens français. L'indépendance du Québec constituera une première libération qui



After 16 years, Kitimat workers at Alcan broke with the mighty United Steelworkers of America

# Breaking the U.S. union yoke

By ASHLEY FORD  
Province Labor Writer

GASPAR

MAHONEY

MULLIN

O'NEAL

simply to keep pace with the growth of multinational corporations and organizations, he said.



O'Neal echoes these

## Kitimat

*We have been Dissident trend International Independent*

En octobre 1972, les milliers de travailleurs à l'emploi de la compagnie Alcan de Kitimat, en Colombie Britannique, se libéraient des chaînes du syndicat américain des métallos et fondaient un syndicat entièrement canadien affilié au Conseil des syndicats canadiens, (Council of Canadian unions). "Nous sommes le seul mouvement syndical au monde dirigé par des

syndicats établis en dehors du pays", disaient-ils. Ils ont donc décidé que cette situation avait assez duré, qu'ils étaient assez grands pour cesser d'envoyer leur argent aux Etats-Unis. Dans plusieurs provinces canadiennes, on constate le même mouvement de travailleurs qui veulent se retrouver dans des syndicats exclusivement canadiens.

### DES LOCATAIRES

Dans les unions américaines comme les Métallurgistes unis d'Amérique, les travailleurs ne possèdent rien. Ils sont locataires dans leurs propres maisons. C'est l'union qui possède tout.

Le 21 octobre, le secrétaire-trésorier du nouveau syndicat de Kitimat écrit aux métallos leur deman-

dant de remettre aux membres, les filières, les presses de \$9,000, les dactylos et l'équipement de bureau qui avaient été payés par les membres. Ils n'ont jamais rien reçu parce que la constitution des métallos, comme celle des autres unions américaines, précise que les membres ne sont propriétaires de rien, que c'est la propriété de l'union internationale.

## Le Scandale Continue!

On a enfin publié (avril 1973) le rapport de 1970 sur les revenus compilés d'après la loi régissant les Corporations et Unions Ouvrières. Ce rapport confirme une fois encore les profits énormes que les syndicats américains retirent de leurs affiliés canadiens. Voici les chiffres publiés par Ottawa.

### UNIONS INTERNATIONALES—REVENUS ET DEPENSES AU CANADA POUR L'ANNEE 1970.

#### REVENUS

1. Frais d'initiation	\$1,149,000.00
2. Cotisations individuelles	28,589,000.00
3. Prélèvements santé et bien-être	4,771,000.00
4. Prélèvements, services mortuaires	1,956,000.00
5. Prélèvements de grève	8,064,000.00
6. Amendes	9,000.00
7. Permis de travail	71,000.00
8. Autres contributions	970,000.00

Total des revenus 45,579,000.00

#### DEPENSES

1. Salaires bruts (gages, etc.)	12,411,000.00
2. Compensations de grève	15,090,000.00
3. Pensions et Bien-être	4,335,000.00

Total des dépenses 31,836,000.00

PROFIT NET SUR LES OPERATIONS CANADIENNES EN 1970: \$13,743,000.00

Les rapports au terme de la Loi sur les Déclarations des Corporations et des Syndicats Ouvriers (sigle anglais: CALURA), n'ont commencé qu'en 1962. Le dernier rapport en date est pour 1970. Nous n'avons donc que les chiffres pour 9 années...Mais ils sont éloquent!

PROFITS NET ACCUMULES PAR LES UNIONS AMERICAINES AU CANADA DE 1962 à 1970: \$103,645,000.00.  
JUSQU'A QUAND CELA VA-T-IL CONTINUER?  
JUSQU'A CE QUE LES OUVRIERS CANADIENS SE DONNENT DES SYNDICATS BIEN A EUX.

Montréal, samedi 14 octobre 1972

# LE DEVOIR

## Le syndicat des métallos opte pour l'indépendance

Pendant qu'ils envoient l'argent des Canadiens aux Etats-Unis, pendant qu'ils reçoivent leurs ordres de Washington, de Cincinnati ou de Pittsburgh, comme c'est le cas pour les Métallos, ils décident en même temps de se prononcer en faveur de l'indépendance du Québec.

Cette position pose deux problèmes.

D'abord, comment peuvent-ils prôner l'indépendance du Québec sur le plan politique alors qu'ils sont eux-mêmes enchaînés aux Etats-Unis sur le plan syndical? C'est contradictoire.

Ensuite, comment les Métallos peuvent-ils décider en congrès de se prononcer pour l'indépendance? Avaient-ils consulté sérieusement leurs membres?

En ce qui concerne la constitution de la CSN, elle lui interdit d'appuyer tout parti politique, quel qu'il soit. Cela ne l'empêche pas de se battre contre n'importe lequel gouvernement qui présente des lois qui ne respectent pas les travailleurs.

# C'EST ARRIVÉ À HAMILTON

## ÇA POURRAIT ARRIVER À BROWNSBURG

VOICI LA PREUVE QUE CE NE SONT PAS LES MEMBRES QUI MÈNENT

### Ils voulaient que leur argent reste au Canada.

Le 9 mars 1966, à l'usine de la Steelco de Hamilton, 13 candidats d'une équipe de 21 qui se présentait sous la bannière de "l'autonomie canadienne dans le syndicalisme" étaient élus.

Leur programme se résumait en trois points:

- 1) Contrôle canadien complet sur l'administration et les politiques du syndicat
- 2) Contrôle complet sur les cotisations syndicales perçues

au Canada.

- 3) Donner au mouvement syndical canadien une identité canadienne.

Ces candidats dénonçaient le fait que toutes les décisions étaient prises aux Etats-Unis. "Même si tous les Canadiens votaient en bloc sur une question particulière lors du Congrès international, nous serions défaits par la majorité américaine", disaient-ils.

### CANADIAN AUTONOMY

### "Les fonds de grève: un prétexte pour augmenter les salaires des officiers internationaux".

Quelques mois plus tard, alors qu'un conflit était sur le point d'être déclenché à l'usine Steelco et que 51 travailleurs avaient été mis à pied, le groupe distribua un tract dans lequel il convoquait une assemblée générale des membres. "Nous ne pouvons signer une nouvelle convention tant que les 51 mis-à-pied n'auront pas été réengagés. L'assemblée a été convoquée pour protester contre l'attitude dic-

tatoriale du président, de l'exécutif et du représentant international du Local 1005. Nous voulons ramener la démocratie dans notre local". C'est ce que disait le tract. Ils ajoutaient: "Nous voulons un fonds de grève canadien parce que, dans le passé, les fonds de grève ont été un prétexte pour augmenter les salaires des officiers internationaux".

### L'Union forme un tribunal. 19 travailleurs sont suspendus pour quatre ans.

Le 28 septembre, le Local 1005 forma un tribunal pour juger 19 des membres du "Comité des métallos pour une autonomie canadienne". Ce tribunal les déclara coupables et les condamna à une suspension de quatre ans comme membres de l'Union in-

ternationale. Cette suspension les empêchait d'occuper un poste au sein du local ou de l'Union. C'était une bonne façon de se débarrasser de travailleurs qui voulaient donner plus d'autonomie à leur syndicat.

### L'assemblée générale de l'union n'accepte pas ce verdict. Un vote est pris: NON COUPABLES.

Mais le 9 novembre suivant, l'assemblée générale du syndicat, par un vote, déclara les 19 travailleurs NON COUPABLES malgré la sentence du tribunal de l'Union. Dans un vrai syndicalisme, l'assemblée générale est

supposée être souveraine. Cependant, à la suite de cette décision de l'assemblée générale, un membre du syndicat local fit appel au Bureau-Chef international.

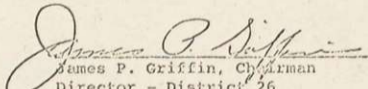
### Par-dessus la tête de l'assemblée générale, Jean Gérin-Lajoie dit: COUPABLES, suspension d'un an.

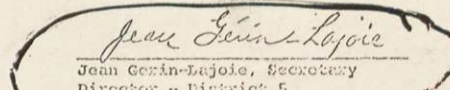
Le Bureau-Chef international forma une Commission d'enquête sur laquelle siégea le directeur des métallurgistes unis d'Amérique, M. Jean Gérin-Lajoie, à titre de secrétaire.

Cette Commission d'enquête, malgré que l'assemblée générale ait déclaré les 19 militants syndicaux non coupables, les condamna à un an de suspension de leurs droits.

accuser to lay charges against the accused. Since the accused are unquestionably guilty of the offenses as charged, the motivation of the accuser can neither excuse their guilt nor serve as a mitigating factor with respect to the punishment imposed.

Respectfully submitted,

  
James P. Griffin, Chairman  
Director - District 26

  
Jean Gérin-Lajoie, Secretary  
Director - District 5

### Vous êtes pas contents. Venez vous plaindre à Pittsburgh, à vos frais.

Les 19 condamnés en appelèrent de cette décision auprès du Bureau-Chef à Pittsburgh. Chacun reçut une lettre l'invitant à se présenter au Penn Sheraton Hotel, à Pittsburgh, Pennsylva-

nie. La lettre précisait cependant que les Métallurgistes unis d'Amérique n'étaient pas responsables des dépenses ni des pertes de temps résultant de cet appel...

# LES MÉTALLOS LAISSENT TOMBER LES TRAVAILLEURS DE CANADIAN STEEL

By BRIAN JOHNSON  
of The Gazette

Canadian Steel Foundries, c'est près de nous.

C'est une usine de Montréal où les travailleurs sont membres d'un local appartenant aux métallurgistes unis d'Amérique (FTQ-CTC-AFL-CIO). Depuis plusieurs années, les travailleurs se plaignaient des maladies qu'ils attrappaient en travaillant dans cette fonderie. La silicose surtout: 107 travailleurs sur 650.

Le 28 septembre dernier, d'un ges-

te spontané, ils ont décidé de sortir. "Notre grève n'est pas plus illégale que la négligence de Canadian Steel à observer les lois qui déterminent les conditions de santé et d'hygiène ainsi que les normes de sécurité dans les usines", disaient les travailleurs.

La compagnie a obtenu une injonction et les travailleurs ont été obligés d'engager un avocat de l'extérieur, Me Bernard Mergler, pour les défendre **parce que les Métallurgistes unis d'Amérique refusaient**

**de défendre les membres d'un syndicat qui leur est appartiennent.**

Une union qui laisse tomber des travailleurs qui luttent pour leur santé, une union qui ne respecte pas la dignité et la volonté des membres, ça ne mérite pas la confiance des travailleurs.

Ce ne sont pas des histoires de propagande. Voyez plutôt quelques découpures de journaux qui prouvent ce que nous disons.

QUEBEC-PRESSE.

Ceux-ci ont représenté en cour lorsque la compagnie a demandé une injonction et poursuivi 66 syndiqués pour outrage au tribunal. Me Mergler n'a pu obtenir la collaboration de l'avocat des Métallos. Cette attitude a poussé les travailleurs à former un "comité" indépendant du syndicat. il y a quelques mois...

No international representative of the United Steel Workers was present at the hearings and local union leaders said the U.S.-based union has not supported the walkout.

## À LA CSN, C'EST PAS PAREIL

Les gars de Lapalme étaient 400. Ils livraient le courrier dans Montréal et la banlieue. Ils étaient syndiqués à la CSN.

En décembre 1969, le gouvernement fédéral a décidé de faire mourir ce syndicat qu'il trouvait trop militant parce qu'il avait réussi à négocier des augmentations de salaires qui étaient plus élevées que partout ailleurs au Canada. Le gouvernement fédéral a voulu faire des fonctionnaires avec les gars de Lapalme. Ça ne leur faisait rien de devenir des fonctionnaires, mais ils ont voulu garder leur syndicat affilié à la CSN.

Ils ont été congédiés et le gouvernement les a remplacé par des scabs. Ils n'étaient même pas en grève, mais avec la CSN, ils ont lutté durant près de trois ans. Ils étaient 400 et la CSN a déboursé plus de \$1,800,000 pour les soutenir. C'est beaucoup. Mais la CSN n'avait pas le choix parce qu'à la CSN, ce sont les membres qui décident s'ils veulent lutter ou non.

Dans les Unions Internationales, ce n'est pas la même chose. C'est les labor boss qui, en haut, décident si des travailleurs vont avoir le droit de décider de se battre ou non.

C'est eux qui prennent les décisions. Chez les Métallurgistes Unis d'Amérique par exemple, si Pittsburgh décide qu'à tel endroit, il faut que la convention soit signée, elle se signe, même si les travailleurs de l'usine n'en veulent pas.

Chez eux, c'est comme ça que ça marche l'autonomie. Ce ne sont pas les membres qui décident. L'Internationale est toujours la dernière à dire son mot.

### Propriétaires ou locataires

A Brownsburg, vous avez le choix. Être libres chez vous, être propriétaires de vos décisions, de votre

caisse syndicale, de vos meubles.

A la CSN, c'est comme ça que ça fonctionne depuis 52 ans.

Vous pouvez aussi décider d'être locataires dans votre propre maison, de laisser les décisions se prendre ailleurs, d'envoyer vos cotisations aux Etats-Unis, de laisser l'Union Internationale propriétaire de tout ce que vous aurez dans vos bureaux syndicaux, parce que la constitution des Métallos est faite comme cela.

**Le choix est facile à faire. Qu'en pensez-vous?**



# THE TRUE FACE OF THE STEELWORKERS QFL

Wages in 72:  
62,393

Wages in 72:  
69,937

C.A.S.A.W., Local 1  
P.O. Box 151  
Kitimat, B.C.  
October 21, 1972

Recording Secretary  
United Steelworkers of America  
Local 5115  
Kitimat, B.C.

Dear sir;

We would ask you in the name of all that is decent and in keeping with the principles of unionism; in lieu of the recent decision at the polling booth; in the name of co-operation and common desire to restore a complete purposeful rapport in the bargaining unit we feel we must ask the following:

- 1) The return or granting back to the members of Local 5115 now C.A.S.A.W., Local #1 all files and reports on grievances etc., the rightful property of the members.
- 2) The return of the \$9,000.00 printing press paid for by Local 5115 members dues plus the typewriters and all office equipment bought and paid for by the said membership.

We feel that this one act would at least show that your organization does believe in what it says namely "in that they are concerned with the best interests of the bargaining unit." It would at least end this campaign on a better note and bury the wrong doing of the past, in the past where it rightfully belongs.

We ask your immediate reply regarding this urgent matter in the name of decency and good principle.

Yours fraternally,

A.D. Serry,  
Recording Secretary

WALTER J. BURKE  
SECRETARY-TREASURER

I. W. ABEL  
PRESIDENT

JOSEPH P. MOLONY  
VICE PRESIDENT

## United Steelworkers of America

AFL-CIO-CLC

1500 COMMONWEALTH BUILDING  
PITTSBURGH, PA. 15222

PHONE: 471-5254  
CABLE ADDRESS: USWA

April 12, 1967

593 Quebec Street  
Hamilton, Ontario, Canada

Re: Case #T-2044 - Appeal of F. Stewart Cooke, LU-2853 v.  
(21) Members of Local Union 1005, District #6

Dear Sir and Brother:

We are enclosing, herewith, copy of report of the International Commission in the above-captioned case.

Be advised also, that this case will be one of those heard by the International Executive Board at its meeting at 10:00 A. M., Wednesday, April 26, 1967 in the Monongahela Room of the Penn Sheraton Hotel, Pittsburgh, Pennsylvania. We are unable to tell you the exact time your Appeal will be heard but will endeavor to make it as convenient as possible for you.

You may present your Appeal in person or submit a statement in support thereof by mail.

The International Union cannot be responsible for any lost time or expenses incurred as result of your Appeal.

Sincerely yours,

*Walter J. Burke*  
Secretary-Treasurer

## Canadian Steel Foundries

# Les employés retournent au travail

LA PRESSE, MONTREAL, MERCREDI 17 OCTOBRE 1973

par Madeleine BERTHAULT

Les employés de la Canadian Steel Foundries sont retournés au travail hier après-midi vers 15 h. à la suite d'une entente intervenue entre les deux parties.

Les syndiqués ont voté ma-

faire en dehors des heures régulières de travail.

La plupart des changements que la Canadian Steel doit apporter devront se réaliser dans un délai de 60 jours, au terme de l'entente.

Cependant, dans le cas du système de chauffage, déjà

application "de façon progressive" les recommandations du fameux rapport gouvernemental concernant la santé des travailleurs, mise en danger par la pollution qui règne à l'usine.

Autre point: la compagnie doit faire parvenir aux em-

destra être rendue dans les 60 jours".

Les deux syndiqués en cause, soit Rémi Thérberge et Jean-Claude Dubreuil, ont déclaré que la première victoire étant acquise sur les questions de santé et de sécurité il devenait risqué et

Autrement dit, "nous ne voulons pas poursuivre une bataille sur le dos des autres syndiqués, d'autant plus que le Syndicat des métallos a refusé d'apporter l'aide demandée par le local 6859, ce qui aurait permis de continuer décemment la lutte".

la guerre n'est pas encore gagnée.

Ils sont déterminés à poursuivre leur lutte pour préserver leur santé et leurs droits syndicaux. "Nous venons de nous réveiller, de constater notre force et nous n'avons pas l'intention de nous ren-

Montréal, samedi 14 octobre 1972

## Le syndicat des métallos opte pour l'indépendance

de notre envoyé spécial, Pierre Richard

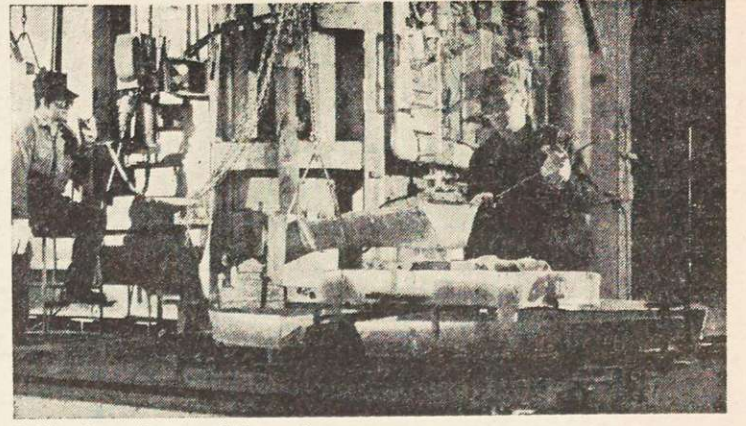
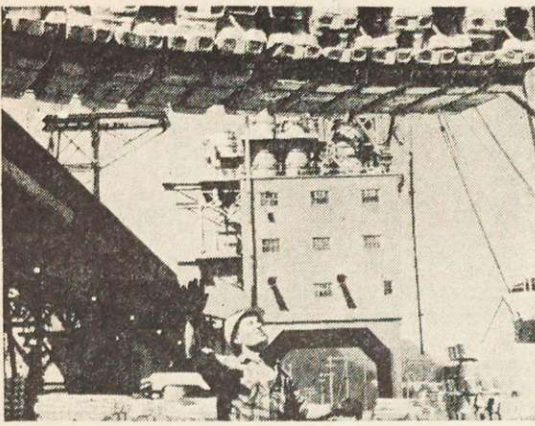
SHERBROOKE - Dans une proportion de près de 80%, les délégués au congrès québécois du syndicat des mé-

indécis et trois disent avoir une autre opinion. Autant ceux qui se sont prononcés en faveur de l'indépendance que ceux

les compagnies de déménager au moment où bon leur semble.

"Autant au plan culturel qu'économi-

sommes exploités en tant que Canadiens français. L'indépendance du Québec constituera une première libération qui



After 16 years, Kitimat workers at Alcan broke with the mighty United Steelworkers of America

# Breaking the U.S. union yoke

By ASHLEY FORD  
Province Labor Writer

**GASPAR**

**MAHONEY**

**MULLIN**

**O'NEAL**

*We have been Dissident trend International Independent*

simply to keep pace with the growth of multinational corporations and organizations, he said.



O'Neal echoes these

## Kitimat

During October of 1972, thousands of Alcan workers in Kitimat, British Columbia, freed themselves from the grip of the American Steelworkers Union, and formed an entirely Canadian-based union, which was affiliated to the Canadian Council of Unions. "We are the only labour movement in the world that is run by people living outside our national boundaries", they said.

They consequently decided that they had tolerated that situation far too long and that they would stop sending their money south of the border. This same movement is taking place in other provinces and Canadian workers are realising the advantages of Canadian-based Unions.

### TENANTS

In American Unions, such as the Steelworkers, the workers don't own a thing. They're tenants in their own homes. The Union is the **big owner**. The 21st of October, the secretary - treasurer of the New Kitimat Union wrote to the Steelworkers asking them to return the

files, presses, typewriters and office equipment that had been paid for by their former members. Of course, the New Union never received a thing because the Steelworkers constitution, like those of other American Unions, gives the Pittsburgh bosses of the Union legal titles to every penny and last pencil, paid for by Canadian workers.

## The scandal continues

The 1970 Report of the Corporations & Labour Unions Returns Act is finally out (April, 1973). It confirms once again the enormous profits made by American unions out of their Canadian members. Here are the figures published by Ottawa:

### INTERNATIONAL UNIONS - RECEIPTS & EXPENDITURES IN CANADA FOR THE YEAR 1970

#### RECEIPTS

1. Initiation Fees	\$ 1,149,000.00
2. Dues per Capita	28,589,000.00
3. Health & Welfare Assessments	4,771,000.00
4. Death Benefit Assessments	1,956,000.00
5. Strike Assessments	8,064,000.00
6. Fines	9,000.00
7. Work Permits	71,000.00
8. Other Assessments	970,000.00

Total Receipts, 1970 \$ 45,579,000.00

#### EXPENDITURES

1. Gross Salaries (Wages, etc.)	\$ 12,411,000.00
2. Strike Benefits	15,090,000.00
3. Pension & Welfare	4,335,000.00

Total Expenditures, 1970 \$ 31,836,000.00

NET PROFIT ON CANADIAN OPERATIONS, \$ 13,743,000.00  
1970

The Reports of the Corporations & Labour Unions Returns Act (CALURA) only began in 1962. The latest latest Report is for 1970. So we have only nine years of reporting.

NET PROFIT OF AMERICAN UNIONS ON CANADIAN OPERATIONS IN ONLY NINE YEARS OF REPORTING, 1962 to 1970, IS -

\$103,645,000.00

WHEN WILL THE BLEEDING STOP ?

WHEN WE HAVE OUR OWN CANADIAN TRADE UNION MOVEMENT.

Montréal, samedi 14 octobre 1972

# LE DEVOIR

## Le syndicat des métallos opte pour l'indépendance

At the same time as they send money of Canadian workers to the United States and receive their orders from Washington, Cincinnati, or Pittsburgh, as is the case for Steelworkers, they decided to declare themselves in favor of the independence of Quebec.

That position brings about two questions. First, how can they push for political independence of Quebec when they are tied up to the United States concerning the Union? It is a contradiction.

Secondly, how can a congress of the Steelworkers decide upon the question of independence? Have they really consulted their membership?

As for the CNTU, the constitution states clearly that it cannot give support to any political party. This does not stop the CNTU from fighting any government that will present laws that do not respect the workers.

# IT HAPPENED IN HAMILTON

## IT COULD HAPPEN IN BROWNSBURG

HERE IS THE PROOF THAT THE WORKERS HAVE NO POWERS

### They wished that their money stay here in Canada.

On March 19, 1966 at the Steelco plant of Hamilton, 13 candidates out of a slate of 21 were elected under the slogan: "Canadian autonomy for the Unions." Their program could be summarized in 3 points:

- 1) Complete canadian control over the administration and politics of the Union.
- 2) Complete control over the Union dues paid in Canada.

- 3) Give to the union movement a canadian identity.

These candidates were denouncing the fact that all the decisions were being decided upon in the United States: "Even if all the Canadian delegates voted together on a particular question during the International Congress, we would be defeated by the American Majority".

### CANADIAN AUTONOMY

### The general assembly of the Union does not accept the verdict. A vote is taken: NOT GUILTY.

But on November 9th, the General assembly of the Union voted to declare the 19 workers NOT GUILTY, in spite of the sentence imposed by the tribunal of the Union. In a TRUE unionism, the

general assembly is supposed to be all powerful. However, following that decision of the general assembly, a local member of the Union appealed to the international executive.

### Over the head of the general assembly, Jean Gérin-Lajoie says: "Guilty; suspended for one year."

The international executive set up an inquiry board which had for secretary Mr Jean Gerin Lajoie, the Quebec district director for the United Steelworkers of America.

That inquiry board found the 19 militant workers guilty although they had been declared NOT GUILTY by the general assembly, and they condemned them to a one year suspension of their rights.

accuser to lay charges against the accused. Since the accused are unquestionably guilty of the offenses as charged, the motivation of the accuser can neither excuse their guilt nor serve as a mitigating factor with respect to the punishment imposed.

Respectfully submitted,

*James P. Griffin*  
James P. Griffin, Chairman  
Director - District 26

*Jean Gerin-Lajoie*  
Jean Gerin-Lajoie, Secretary  
Director - District 5

### "The strike fund: a pretext to increase the salaries of the international officers."

A few months later, some 51 workers had been fired as they went on a wild-cat strike to protest bad working conditions and slowness of negotiations. Later on, the shop stewards called a meeting saying "we cannot sign a new contract as long as the 51 workers fired are not rehired. The meeting is called to protest the dictatorial attitude of the

president, of the executive, and of the international representative of local 1005. We wish to bring back democracy into our local." That was printed in a leaflet. They added "we want a canadian strike fund because in the past, strike funds have been an excuse to increase the salaries of the international officers."

### The Union forms a tribunal. 19 workers are suspended from the union for 4 years.

On september 28, local 1005 set up a tribunal to judge the conduct of 19 members of the "Steelworkers committee for canadian autonomy." The tribunal declared them guilty and they were condemned to a four year suspension as members of the Interna-

tional Union. That suspension had for effect to prevent them from seeking elective office in the local or the Union. It was an easy way of getting rid of workers that desired more autonomy for their Union.

### If you are not satisfied, and you want to complain, you must come to Pittsburg at your own expenses.

The 19 condemned workers appealed that decision at the Head Office in Pittsburgh. Every one received a letter inviting them to come in person to the Penn Sheraton Hotel in Pittsburgh, Penn-

sylvania. The letter indicated however that the International Union was not responsible for expenses or salary lost that would be incurred to lodge that appeal...

# THE STEELWORKERS ABANDON THE WORKERS OF CANADIAN STEEL

By BRIAN JOHNSON  
of The Gazette

Canadian Steel Foundries is not far from here. It's a plant in Montreal where the workers are members of a local that belongs to the United Steelworkers of America (FTQ-CTC-AFL-CIO). For many years, the workers have been complaining of the working conditions that were the cause of many diseases. Mainly silicose: 107 workers out of 650.

Last september 28th, spontaneous-

ly, they left the job. "Our strike is not more illegal than the negligence of Canadian Steel in applying laws that determine the health and hygienic conditions as well as the norms of security in plants," they said.

The company got an injunction and the workers had to hire their own lawyer (Bernard Mergler) to defend them **because the United Steelworkers of America refused to de-**

**fend the members of one of their own local.**

An Union that fails to defend workers that are struggling to preserve their health is an Union which does not respect the dignity and the will of the members. It does not merit the trust of the workers.

These are no propaganda stories. They are true. Look at the paper clippings that prove those facts.

QUEBEC-PRESS  
Ceux-ci ont soutenu la grève.  
Bernard Mergler n'a pu obtenir la collaboration de l'avocat des Métallos. Cette attitude a d'ailleurs poussé les travailleurs à former un "comité" indépendant du syndicat. il y a quelques mois...

The local representative of the United Steel Works was present at the hearings and local union leaders said the U.S.-based union has not supported the walkout.

## IN THE CNTU, IT'S NOT THE SAME

The Lapalme workers were 400. Their job was to distribute the mail in Montreal and suburbs. They were members of the CNTU.

In december 1969, the federal government decided to kill that syndicate which they found much too militant since it had been successful in negotiating the highest salary increases anywhere in Canada. The federal government goal was to fonctionnarize the Lapalme workers. They did not object to that but they wanted to keep their syndicate affiliated to the CNTU.

They were fired and the govern-

ment replaced them by scabs. They were not even in strike but with the help of the CNTU they fought for almost three years. They were 400 and the CNTU's financial help amounted to \$1,800,000.

It's a lot. But the CNTU had no other choice because, in the CNTU, it's the members that decide whether or not they want to fight.

In the International Unions, it's not the same. It's the labor boss on top who decide whether or not the workers should enter into a struggle. In the United Steelworkers of

America, for example, if Pittsburg decide that, at a given place, a collective agreement must be signed, the workers have no other choice but to obey even if they do not want that contract. That's what autonomy means for the Steelworkers. The members have no power. The last word always belongs to the International executive.

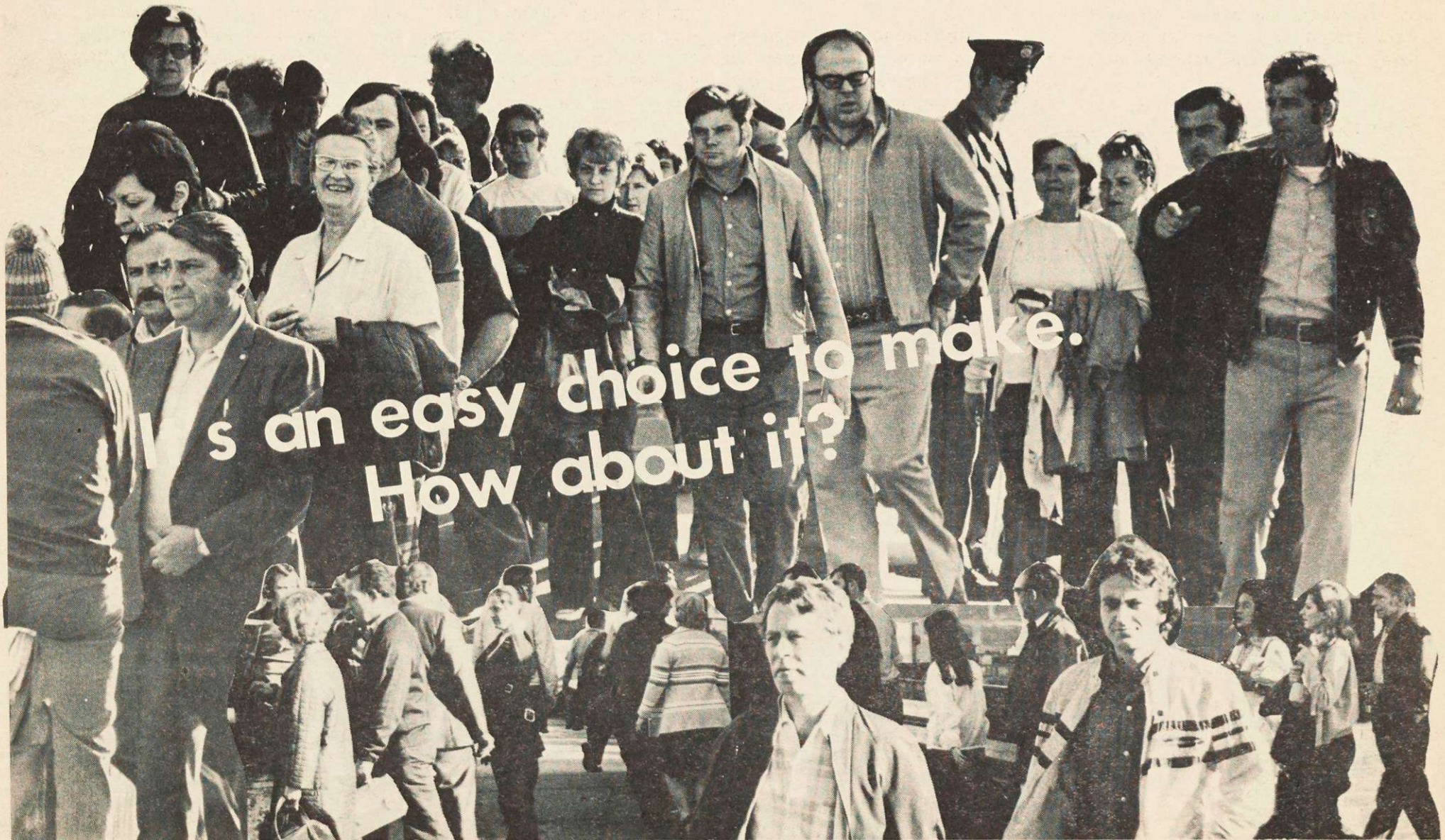
### Landlords or tenants

In Brownsburg, you still have the choice. You can be free by being able to decide yourselves concerning all questions, as well as having

full control over your Union funds and your furniture.

In the CNTU, that's how it works. It's been like that for the last 52 years. You can also decide to be tenants in your own home, let the others decide for you, send your Union dues to the United States and given all titles of property to the International Union. That's exactly what is stipulated in the Steelworkers' constitution.

It's an easy choice to make. How about it?



It's an easy choice to make.  
How about it?